



## La place de l'humain ?

Les politiques libérales veulent imposer un recul de l'action publique en présentant les agents et les missions publics comme un coût qu'il faudrait réduire, encore et toujours. C'est sur la base de cette approche que la loi organique relative à la loi de finances (LOLF) a été conçue et est mise en œuvre. Loin des discours supposés mettre l'agent au cœur de l'action administrative, la réalité est bien différente. L'agent est devenu une simple unité budgétaire du plafond d'emploi autorisé. Il est même quasiment un objet de méfiance, eu égard à toutes les manipulations qu'on essaye de lui faire subir. A l'extrême, l'agent peut même être nié quant à sa place et à celle de ses intérêts. Dans les administrations du ministère, comme récemment l'administration des Douanes par exemple, ce niveau a malheureusement été atteint dans la période récente.

### Simple unité de « plafond autorisé d'emploi » (PAE)

Les mécanismes de la LOLF ont réussi le tour de force de pénétrer les esprits et de régir le fonctionnement à la fois en tendance de fond et au quotidien. Ainsi, on est passé des effectifs implantés à une forme d'enveloppe. Or, ladite « enveloppe » concerne en réalité l'humain.

Malheur à ceux qui ne sont pas dans le périmètre de l'enveloppe concernée... Le PAE et les autres mécanismes de la LOLF de ce point de vue ont non seulement une connotation purement quantitative, mais ont été mis au service d'une ambition de mise en coupe réglée de la sphère publique. Toutes ces dernières années, ce système a été tourné dans un but de réduction.

De ce point de vue, les fameux PAE constituent de fait une enveloppe de « mauvaise graisse » qu'il convient à tout prix de réduire quelles qu'en soient les conséquences en termes de missions ou d'effets sur les agents et les conditions de travail. Derrière le decorum, la plupart des réformes administratives n'ont eu qu'un but : la réduction de l'emploi public, de manière directe (suppression de postes) ou indirecte (fusion, regroupement, ...) S'il y a une ambition pour le Service Public, le thème de l'agent n'en est plus le vecteur depuis des années.

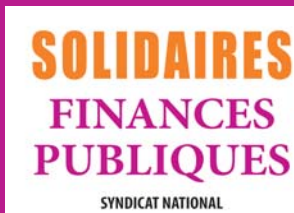
### L'agent manipulé

La volonté d'accomplir une mission publique au mieux des intérêts de ceux qu'elle sert devrait être l'ingrédient essentiel de motivation des agents. Or, ce critère, qui est une réalité pour l'écrasante majorité des fonctionnaires, n'est plus suffisant pour certains.

Là-encore, les instruments de la L.O.L.F ont été une boîte à outils redoutable. En effet, en quelques années, les indicateurs de « performance » sont devenus l'alpha et l'oméga de la vie administrative. Même quand ces données chiffrées n'ont pas grande signification réelle, elles commandent aux agents, quitte à trier dans les missions voire à les dénaturer.

Afin de parfaire cette forme d'instrumentalisation, la réforme de la notation / évaluation a également joué un rôle. Sous couvert d'une pseudo-modernité (abandon de la note chiffrée), on a renforcé l'aspect du jeu carotte / bâton.

L'ensemble des mesures qui ont touché les agents n'ont pas concerné l'initiative ou le renforcement du collectif de travail, mais se sont efforcées d'encadrer le travail tout en l'individualisant sans le rendre plus personnel pour autant. Les agents s'approprient moins leur travail. Mais la gestion par les indicateurs et les autres mécanismes de pression se sont emparés à la fois du quotidien et des évolutions à terme de ce dernier.



## Restructuration / déstructuration

La version ultime de cette dégradation aboutit à la négation de l'agent et de ses intérêts. Il s'agit ici notamment des effets des restructurations. Malgré les affirmations contraires, l'administration passe par pertes et profits les effets de ses changements structurels, sur les agents et leurs familles.

Toutes les administrations du ministère sont touchées avec parfois certains particularismes. Ainsi, s'agissant de la DGDDI, ce mécanisme est particulièrement fort, car les changements structurels se doublent le plus souvent d'une mobilité géographique forcée.

L'ensemble de ces mouvements a pu franchir les limites du tragique. Dans les administrations du ministère, on peut même parler d'un véritable « syndrome France Telecom » : les suicides, tentatives de suicides (ce fut encore le cas au cours de l'été 2012) et expressions du mal être au travail sont en effet une réalité qui tend à se développer. Pour beaucoup, c'est un drame au quotidien.

Face à ceci, l'administration s'est essentiellement cantonnée à la minimisation, quand elle n'a pas eu comme ce fut le cas aux Douanes par exemple, l'indécence de chercher une fragilité supposée, chez les personnes. Son excuse favorite était qu'elle avait eu la bonté de ne pas utiliser le dangereux arsenal contenu dans la loi dite « Mobilités »

**SOLIDAIRES FINANCES s'oppose** à une administration qui se construit en défiance de ses propres agents, aux douanes et dans l'ensemble des administrations du Ministère.

**SOLIDAIRES FINANCES veut** s'inscrire résolument dans une Fonction Publique où l'agent est réellement placé au coeur du système, tant en termes de missions, d'organisation du travail et de protection des agents.

**SOLIDAIRES FINANCES ambitionne de renforcer son action** par tous les moyens (outil syndical, CHSCT, recours administratif et juridictionnel, . . .) dès lors que l'administration se détourne de ses obligations d'employeur public. Solidaires Finances s'engage dans cet axe plus que jamais majeur pour notre fédération.